



RAPPORT ANNUEL 2015

BURUNDI
ORGANISATION D'APPUI A L'AUTO-
PROMOTION (O.A.P asbl)

Table des matières.

O. INTRODUCTION	3
1. RESUME DU PROGRAMME	4
2. CONTEXTE DU PROGRAMME	6
<i>a. Contexte politique et sécuritaire du pays</i>	6
<i>b. Contexte économique et social</i>	6
I. REALISATIONS	8
I.1. GOUVERNANCE ET DECENTRALISATION	8
<i>a. Introduction</i>	8
<i>b. Réalisations</i>	8
<i>c. Exécuter le projet Paix au Dela des Frontières</i>	15
<i>d. Mise en œuvre du Projet Réinsertion socio-économique des ex-combattants</i>	19
I.2. SECURITE ALIMENTAIRE ET AUGMENTATION DES REVENUS DES MENAGES	26
<i>a. Introduction</i>	26
<i>b. Actions prévues pour 2015 et niveau de réalisation</i>	28
<i>c. Réalisations et changements observés</i>	30
<i>d. Difficultés rencontrées par résultat</i>	39
I.3 : ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DE QUALITE	41
<i>a. Introduction</i>	41
<i>b. Réalisation des résultats et changements observés</i>	42
<i>c. Effets produits à la fin de 2015</i>	52
I.4. ANIMATION CONSCIENTISANT - ALPHABETISATION & EQUITE GENRE	55
<i>a. Animation</i>	55
<i>b. Alphabétisation et post-alphabétisation</i>	56
<i>c. Scolarisation des enfants vulnérables</i>	57
II. CONTRAINTES RENCONTREES ET DEFIS A LEVER.	58
II.1. SECURITE ALIMENTAIRE ET AUGMENTATION DES REVENUS DES MENAGES	58
II.2. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DE QUALITE	59
III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	61

O.INTRODUCTION

L'année 2015 constitue une année charnière entre deux Planifications stratégiques 2012- 2014 et 2016-2018. Les piliers du programme sont l'auto Promotion avec ses valeurs fondamentales ; la justice sociale, la dignité humaine. C'est avec l'approche des droits que ce programme a été conduit; droits à la parole, droit à l'alimentation de qualité, droit à la scolarisation.....

Les activités ont tourné autour des axes suivants : Gouvernance locale et décentralisation, Sécurité Alimentaire et Augmentation des revenus des ménages, Accès aux services sociaux de base.

En plus de ces axes, « l'Animation Conscientisant » considérée comme la colonne vertébrale de tout le programme vient consolider les actions, en renforçant l'appropriation des résultats par les communautés. Les groupes cibles privilégiés sont les jeunes et les femmes car ils constituent la base des communautés vu leur proportion et leur capacité d'intervention dans les activités de développement et de résolution des conflits

Cependant le programme de l'année 2015 a connu des particularités :

- le renforcement des résultats de 2014 par rapport à l'impact, à l'appropriation communautaire des réalisations
- la mise en exergue des innovations possibles pour le futur pour une meilleure implantation de l'identité de l'Organisation
- trois moments forts:
 - la Planification stratégique 2016- 2018
 - l'Evaluation externe du Plan Stratégique 2012- 2014
 - la Participation au Processus de réflexion sur le programme 2017-2021 à Bruxelles regroupant Entraide et Fraternité et 11 de ses partenaires en avril 2015. La réflexion a continué à Bujumbura du 29 au 30 septembre 2015 avec les Partenaires Burundais d'Entraide et Fraternité

1. RESUME DU PROGRAMME

4 objectifs pour 15 changements

Objectif I :

La promotion des principes de bonne gouvernance grâce à une véritable implication de tous les acteurs locaux dans la planification et la mise en œuvre des initiatives de développement et de consolidation de la paix.

2 changements visés

- Les acteurs locaux sont réellement impliqués dans la planification et la mise en œuvre des initiatives de développement et de consolidation de la paix
- La paix est renforcée suite au rapprochement des communautés et la prévention et résolution pacifique des conflits

Objectif II.

L'augmentation des revenus des populations rurales grâce à l'amélioration des conditions de production, la création d'emploi et l'appui aux agrs.

5 changements visés

- 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.
- 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agroécologique
- 15 organisations de base – paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire
- Des synergies entre les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.
- Les activités génératrices de revenu initiées par les communautés rurales sont appuyées

Objectif III :

L'accès des communautés aux services sociaux de base de qualité est amélioré

2 changements visés

- L'Amélioration des conditions d'apprentissage dans les écoles
- L'accès à l'eau potable de qualité

Objectif IV :

Les capacités institutionnelles de l'OAP asbl sont renforcées pour une autonomisation et une visibilité réelles.

4 changements visés

- la participation de l'organisation aux activités de la société civile est renforcée, les capacités dans la mobilisation des ressources financières sont renforcées
- des activités d'investissement pour la durabilité de son action sont exécutées
- le système de Planification, Suivi et Evaluation est amélioré

ObjectifV

Tous les axes tiennent compte des valeurs de l'auto Promotion, du genre dans l'exécution de leurs activités

3 changements transversaux

- les communautés imprégnées des valeurs d'autopromotion s'impliquent progressivement dans le processus de développement local durable ;
- l'équité Genre est tenue en compte dans le programme de l'OAP ;
- les femmes prennent plus d'initiatives dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités genre ;

2. CONTEXTE DU PROGRAMME

L'année 2015 a été caractérisée par deux grands événements dont les conséquences se répercutent en 2016, Il s'agit des élections et la contestation du mandat du Président de la république.

a.Contexte politique et sécuritaire du pays

Le contexte politique et sécuritaire du pays est plus que jamais tendu. Très envenimé depuis l'annonce de la candidature du président Nkurunziza au troisième mandat , et encore plus après sa réélection sans concurrence le 21 Juillet 2015 contestée par l'opposition, la société civile et une partie de la communauté internationale, l'accusant d'avoir violé la constitution burundaise et les Accords de Paix d'Arusha, le Burundi s'est enfoncé dans une crise politico-sécuritaire grave avec comme conséquences les effectifs de citoyens tués, emprisonnés, enlevés et fuyant le pays qui ne cessent d'augmenter. Suite à un tel contexte, pas mal d'opérateurs économiques ont quitté le pays, la plupart des partenaires financiers ont déjà annoncé la suspension de leurs appuis budgétaires et aux projets, la monnaie burundaise se déprécie et les prix des produits essentiels grimpent au jour le jour. Les cas de tueries sont rapportés chaque jour et l'insécurité s'installe et le tissu social se déchire progressivement. Le conflit politique peine à trouver remède étant donné que les classes politiques protagonistes ne s'entendent pas encore sur la voie des négociations pour résoudre le problème politico-sécuritaire burundais. Malgré le contexte politico-sécuritaire grave que vivent les burundais, l'espoir est permis car la majorité des burundais fatigués par les conflits fratricides à répétition et la communauté internationale s'activent pour pousser les uns et les autres au dialogue en vue de trouver une issue consensuelle menant au rétablissement d'un système politique inclusif et démocratique.

b.Contexte économique et social

Après plusieurs années de conflits, d'appauvrissement et l'actuel contexte politico-sécuritaire alarmant, la population burundaise vit des conditions socio-économiques encore très difficiles sur tous les plans. Plus de 70% des familles ont du mal à satisfaire les besoins fondamentaux : alimentation, logement, soins de santé, éducation etc. Les mesures de suspension des appuis financiers prises par bon nombre de partenaires pour contraindre les burundais à dialoguer ne font qu'empirer la situation. Suite au gel des financements extérieurs susmentionné, beaucoup de projets qui contribuaient au développement et à la création d'emplois sont en processus de suspension et d'autres le sont déjà. Et le pays manque de ressources nécessaires pour investir dans les secteurs économiques de production

et de services. Comme premières conséquences l'on observe une chute de croissance économique, l'augmentation du taux de chômage, la valeur de la monnaie burundaise qui se déprécie vis-à-vis des devises. Classé déjà en 2014 par la Banque mondiale parmi les pays en développement à faible croissance économique : près de 4% avec une pauvreté qui touchait plus de 65% et un indicateur de développement humain très faible ($< 0,3$), la situation risque de s'empirer dans les prochains mois.

I. REALISATIONS

I.1 GOUVERNANCE ET DECENTRALISATION

a. Introduction

Depuis 24 ans, le Burundi a adopté le régime démocratique. Cependant, le constat est amer quant au respect des valeurs qui doivent le caractériser. L'OAP, qui dans le souci de promouvoir la dignité humaine, trouve ses stratégies bloquées suite justement au non respect de certaines valeurs telles que la participation citoyenne, la justice sociale qui constituent les valeurs fondamentales d'une société qui se dit démocratique. Plus des écarts sociaux s'agrandissent, plus la paix est menacée. Chaque année l'OAP met en oeuvre des projets de rehabilitation des valeurs démocratiques qui doivent avoir comme pilier la dignité humaine. Depuis 10 ans, le gouvernement a adopté la politique de la décentralisation, mais jusque à présent, elle est théorique car la décentralisation financière et administrative n'est pas effective. Les communes dépendent en tout du Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique et cette unité est très dépendante de la centrale. Cet état des choses freine beaucoup le développement et l'épanouissement des communautés locales.

Durant l'année 2015, l'OAP a encore oeuvré pour le changement de ces données à travers 3 programmes:

- la réhabilitation des ex-combattants et des jeunes vulnérables de 3 communes ;
- le renforcement des performances des communes ;
- la consolidation régionale de la paix ;

Objectif spécifique 1 : Les principes de bonne gouvernance sont promus grâce à une véritable implication de tous les acteurs locaux dans la planification et la mise en oeuvre des initiatives de développement et de consolidation de la paix

Résultat 1 : Les acteurs locaux sont impliqués dans la planification et la mise en oeuvre des initiatives de développement et de consolidation de la paix

b. Realisations.

Activité 1. Produire et multiplier un dépliant des témoignages sur les stratégies des communes plus performantes

L'OAP asbl a produit 1 000 dépliant contenant les témoignages des deux communes qui s'étaient classées premières dans la Province de Bujumbura lors de l'évaluation des performances des communes, édition 2013, à savoir Mugongo-Manga et Mutimbuzi. Ces dépliant ont été produits en deux exemplaires dont un contenant

les témoignages de la commune Mugongo-manga et un autre contenant les témoignages de la commune Mutimbuzi; ils ont été chacun multipliés en 500 exemplaires.

L'objectif était de sensibiliser les autorités provinciales, communales ainsi que tous les acteurs de décentralisation et de faire le plaidoyer sur la mise en application des bonnes pratiques en matière de Gouvernance, redevabilité, participation citoyenne et développement.

En vue de favoriser une large diffusion, les dépliants en question ont été distribués lors d'une réunion provinciale qui a rassemblé différents acteurs de décentralisation ainsi que de la société civile dont les Parlementaires et les sénateurs, les Administrateurs ou leurs délégués, les différents chefs de services.

Résultat par rapport à l'activité:

Sentiment de fierté chez les ressortissants des communes ayant obtenu une bonne note au moment ou ceux des communes moins performantes ont senti l'envie-jalousie d'occuper les meilleures places, donc d'améliorer les performances de leurs communes, d'où esprit de compétitivité ;

- Le contenu de ces dépliants reprend différents critères d'évaluation de la performance des communes contenus à leur tour dans le manuel d'évaluation de la performance des communes, 2^{ème} génération, d'où c'est un document adapté de sensibilisation ;
- Les participants ont beaucoup apprécié la traduction de ces dépliants en Kirundi, qui facilite l'imprégnation des meilleures pratiques en matière de Bonne Gouvernance jusqu'au niveau de collines et d'exiger que les gouvernants rendent compte aux dirigés ;
- L'OAP asbl a été perçue par les participants comme acteur engagé en matière de bonne gouvernance.

Activité 2. Organiser des réunions d'échanges sur les comportements des membres des partis politiques et des jeunes affiliés à ces partis pendant la période électorale et post électorale.

L'idée principale était de sensibiliser les différents acteurs politiques et les communautés sur la gestion de la défaite ou de la victoire pendant la période électorale.

Une réunion d'échanges sur la situation sociopolitique et sécuritaire de la Province de Bujumbura a été organisée en date du 1^{er} Septembre 2015 avec comme objectif d'analyser les causes profondes de l'insécurité et d'étudier ensemble les solutions à y apporter. Au total, 47 personnes ont participé à cette réunion dont 10 femmes et 37 hommes : le Président de l'OAP asbl, la Secrétaire Exécutive et le staff de l'OAP, le Conseiller principal du Gouverneur, les chargés de la sécurité, le corps de justice au niveau provincial, les représentants des partis politiques et des jeunes affiliés aux

partis politiques les plus actifs en Province de Bujumbura, les Organisations de la société civile ainsi que les artisans de paix.

Au cours de cette réunion, les responsables provinciaux des corps de sécurité ont passé en revue la situation qui régnait à ce moment. Au dénouement de cette réunion dont l'organisation avait été saluée par tous les participants, tout le monde a constaté que cette situation était alarmante puisqu'il y avait beaucoup de cas de tueries, d'attaque à mains armées, d'emprisonnements et d'enlèvements.



Réunion rassemblant les acteurs politiques (leaders et jeunes) sur le comportement digne à adopter pendant la période électorale et post électorale. Des recommandations très importantes pour le respect des idéologies des autres ainsi que de la dignité humaine ont été

adoptées

Les causes jugées comme majeures de l'insécurité ont été « **les conflits politiques et fonciers, les emprisonnements massifs des jeunes soupçonnés d'avoir participé aux manifestations anti troisième mandat, les rumeurs, la toxicomanie** »

Résultat par rapport à l'activité:

- La réunion a été jugée très pertinente, d'autant plus qu'elle a rassemblé beaucoup de catégories de gens qui ne s'étaient pas encore mis ensemble depuis les manifestations anti troisième mandat pour parler de la consolidation de la paix ;
- Les membres des partis politiques présents, surtout les membres du parti FNL qui disaient être souvent persécutés ont été très satisfaits de pouvoir exprimer librement les problèmes qu'ils rencontraient devant les responsables des corps de sécurité et de la justice au niveau provincial ;
- Un schéma de plaidoyer en cas de bavure des droits humains a été dressé par les participants et des numéros de téléphone des personnes de contact ont été donnés ;
- Grâce à ce schéma, l'OAP asbl a plaidé en faveur des personnes nécessiteuses et leurs vies ont été sauvées ;

- Des recommandations visant l'amélioration de la sécurité dans toute la province ont été formulées en commun accord par les participants.

Activité 3. Organiser 3 ateliers de formation des leaders communautaires (groupe cible : animateurs, CCDC, représentants des associations actives) sur la revendication des droits et la mise en œuvre des devoirs dans les communes de Bugarama, Nyabiraba, Kabezi, Isale qui sont moins performantes dans le domaine de Gouvernance édition 2013 et mise en place de clubs de gouvernance.

L'OAP asbl a organisé deux ateliers de deux jours chacun aux chefs-lieux des communes de Nyabiraba (24 et 25 Novembre 2015) et Kabezi (26 et 27 Novembre 2015). Ces communes ont été choisies car elles s'étaient classées dernières lors de l'évaluation des performances, édition 2013.

L'objectif de ces ateliers était de sensibiliser les différents acteurs sur les critères d'évaluation de la performance des communes (contenus dans le manuel d'évaluation des communes deuxième génération) afin que ensemble, ils puissent relever les performances de leurs communes et partant, adopter les principes de Bonne Gouvernance, participation citoyenne et de redevabilité en vue d'aboutir au développement durable.



Atelier de formation sur le système d'évaluation des performances des communes ;105 personnes au total ont participé à ces ateliers dont 52 à Nyabiraba (41 hommes et 11 femmes) et 53 à Kabezi (39 hommes et 14 femmes)

Résultat par rapport à l'activité :

- Les membres des conseils communaux nouvellement élus qui n'avaient pas de connaissances suffisantes et d'expérience en la matière ont été très intéressés et outillés, d'où ils ont demandé que même ceux des autres communes bénéficient de tels ateliers ;
- Les différents acteurs de décentralisation au niveau communal qui ont participé à ces ateliers ont pris conscience de leur rôle et de leur part chacun en ce qui le concerne, dans le relèvement du score des performances des communes

dans l'augmentation des performances des communes, d'où ils se sont engagés à accomplir efficacement les tâches qui leur sont assignées en vue de relever les performances des communes respectives ; • Après avoir pris conscience de leur rôle dans la réalisation des meilleures performances, les participants ont décidé de faire régulièrement des séances d'auto-évaluation dans le but de relever les performances en vue d'asseoir une bonne gouvernance et d'aboutir au développement durable.

Activité4. Organiser une campagne de sensibilisation des femmes à élire, se faire élire et faire le contrôle citoyen

Avant la campagne électorale des élections de 2015, l'OAP asbl a produit des affiches de sensibilisation des femmes à élire, à se faire élire ainsi qu'au contrôle citoyen. Ces affiches en 3 exemplaires ont été affichées aux chefs-lieux de toutes les communes et toutes les zones de la Province de Bujumbura, de même qu'au siège de l'OAP asbl.

On s'attendait à ce que le nombre de femmes élues dans la province de Bujumbura augmente après les élections de 2015 mais, suite aux événements qui se sont passés dans cette période, cela n'a pas été le cas. Comme on le sait, il y a des partis politiques qui ont boycotté lesdites élections. D'autres ont eu peur et d'autres avaient fui leurs localités suite à l'insécurité.

Néanmoins, les femmes ont été beaucoup sensibilisées là-dessus et les animateurs volontaires de l'OAP asbl ont beaucoup aidé. Elles ont conscience de l'importance d'élire et de se faire élire en vue de pouvoir adhérer dans les instances de prise de décision.

Activité5. Acquérir un logiciel de suivi de gouvernance (MOGO)

Un logiciel MOGO (Mobile et Gouvernance) a été acheté et installé au sein de l'OAP asbl à partir du mois de Juillet 2015.

Résultat par rapport à l'activité

- Ce logiciel recueille au quotidien des informations actualisées en rapport avec la sécurité et la gouvernance, ce qui permet à l'OAP asbl de faire le plaidoyer et de faire le suivi régulier de ces données (qui sont envoyées par les membres du Club Gouvernance composés d'animateurs volontaires en développement, de quelques alphabétiseurs ainsi que les Artisans de paix) ;
- Cela permet donc à l'OAP d'agir en conséquence en matière de plaidoyer, que ça soit dans le domaine de la gouvernance et de la sécurité (plaidoyer au niveau de différents acteurs de décentralisation) et en faveur des personnes en danger.

Activité6. Former les animateurs sur le système d'investigation et de la communication à travers MOGO pour le contrôle citoyen

Une formation a été organisée dans les enceintes de l'OAP asbl à l'endroit des membres du club gouvernance : 37 personnes au total (animateurs volontaires, alphabétiseurs et artisans de paix de l'OAP asbl), en tout 21 hommes et 16 femmes. Cette formation a duré deux jours (c'est-à-dire du 29 au 30 juin 2015) et elle a été dispensée par le consultant même qui a installé le logiciel.

L'objectif de cette formation était d'apprendre les techniques de communication, la pertinence des informations sur les critères d'évaluation des communes ainsi que le rôle des informateurs dans l'exploitation du logiciel MOGO.

Résultat par rapport à l'activité:

- Les capacités des participants en matière de techniques de communication, l'information et les critères d'évaluation des performances des communes ont été renforcées.
- Le Club Gouvernance qui est composé de ces différentes personnes fait le suivi régulier de la performance des communes via l'évaluation de la mise en application des critères de performance

Activité7. A la suite de la création de l'espace d'échanges des différents intervenants de la province, organiser des réunions de partage des données MOGO, suivi et évaluation des réalisations des acteurs de décentralisation (Conseil communal). Le groupe cible : les leaders communautaires, les membres des associations (SC), les animateurs de l'OAP, les membres des CCDC, les conseillers techniques communaux, les présidents des conseillers communaux, les administrateurs.

Une réunion de partage des données MOGO, suivi et évaluation des réalisations des acteurs de décentralisation a été organisée en date du 07 Décembre 2015 dans la salle des réunions de l'OAP asbl.

La participation totale est de 32 personnes dont 24 hommes et 8 femmes : les élus du peuple (les Parlementaires et Sénateurs), les représentants du Ministère du développement communal, le représentant du Fonds National d'Investissement Communal (FONIC), les autorités provinciales, les responsables des différents services provinciales (y compris les corps de défense et de sécurité), le Président de l'Association des Natifs, les Administrateurs communaux ou de leurs représentants, les Présidents des conseils communaux ou de leurs représentants, les représentants des partis politiques opérant dans la province, les membres des associations de la société civile, les représentants des confessions religieuses, les représentants des forums des femmes et des jeunes, la Coordinatrice de 11 1111 ainsi que les représentants de quelques Organisations partenaires de 11 1111.



Réunion rassemblant tous les acteurs de la décentralisation au niveau communal et provincial pour le partage des données sur la gouvernance + distribution des dépliants de sensibilisation

Le but était d'amender les données recueillies par les membres du club gouvernance en vue de dégager des recommandations visant l'amélioration des performances des communes.

Résultat par rapport à l'activité:

- Ayant constaté qu'une grande étape restait à franchir pour les communes de la Province de Bujumbura dans l'ensemble, les participants ont pris l'engagement de corriger les imperfections constatées en vue d'augmenter les performances de leurs communes ;
- Les représentants du Ministère du développement communal qui étaient présents ont apprécié que l'OAP asbl ait conçu en Kirundi un tableau de recueil et de suivi des critères d'évaluation des performances des communes, ce qui permet à un grand nombre de citoyens de s'imprégner de ces critères et faire le suivi de leur mise en œuvre.

Activité8. Organiser des réunions stratégiques avec les clubs de gouvernance pour la validation des indicateurs de bonne gouvernance à travers MOGO

Deux réunions stratégiques avec les membres du Club Gouvernance ont été organisées, respectivement les 10 et 23 Novembre 2015. Au total, 57 personnes composées de 31 hommes et 26 femmes y ont participé. Ces réunions visaient la mise en commun des résultats en rapport avec les performances des communes recueillis.

Réunion avec les membres du club gouvernance pour la mise en commun et la validation des données en rapport avec les performances des communes



Résultat par rapport à l'activité:

- Ces réunions ont permis aux participants de se familiariser d'avantage avec les critères d'évaluation de la performance des communes et avec les autres textes ou documents d'usage, notamment la loi communale ;
- En faisant le suivi de la mise en application des performances des communes, les membres du Club Gouvernance ont acquis une expérience en la matière.
- Les membres du Club Gouvernance collaborent beaucoup avec les acteurs de décentralisation dans le recueil des données en rapport avec les performances des communes, d'où facilitation de la tâche.

Activité9. Organiser des séances de lobby pour la promotion de la gouvernance

Des séances de lobby ont été régulièrement effectuées par la Secrétaire Exécutive de l'OAP asbl, sur des thématiques suivantes : Sécurité, collaboration administrative et les organisations de la société civile,

Résultat par rapport à cette activité :

- Grâce à ces séances, des personnes ont été libérés des prisons. De là, des vies humaines ont été sauvées et des engagements de collaboration tant avec le Ministère du développement communal que les autres intervenants en matière de gouvernance ont été pris.

Résultat 2: La paix est renforcée suite au rapprochement des communautés, la prévention et résolution pacifique des conflits

c. Exécuter le projet Paix au Delà des Frontières

Activité1. Organiser des dialogues inter-communautaires dans les communes cibles

L'OAP asbl a organisé 4 dialogues inter-communautaires à Isare, Kabezi, Mubimbi et Mutambu au mois de Janvier 2015.

Les personnes qui ont participé à ces dialogues étaient au nombre de 420 : représentants des communautés (femmes, hommes et jeunes).

Pendant ces ateliers, les participants ont exprimé les opinions et les préoccupations qui influencent négativement le processus de consolidation de la paix. Toutes ces préoccupations seront synthétisées et adressés au Parlement Régional Virtuel.

Résultat par rapport à l'activité:

Les participants ont pris l'engagement d'user de la tolérance politique et de cohabiter pacifiquement avec l'entourage.

Activité2. Organiser 2 ateliers de restitution des résultats de la recherche complémentaire sur les conflits sur les femmes et les jeunes

En date du 12 mars 2015, l'OAP asbl a organisé une réunion à l'intention de 9 Artisans de Paix pour faire un plan de consolidation des préoccupations des groupes affectés par les conflits tels les femmes et les jeunes.

Les participants ont constaté que les problèmes restent identiques aux facteurs moteurs clés identifiés dans la feuille de route pour la paix.

Activité3. Consolider un plan d'action sur les préoccupations des jeunes et des femmes

Un plan d'action pour satisfaire les préoccupations des jeunes et des femmes a été défini par l'OAP asbl en collaboration avec les Artisans de Paix. Force est de signaler que ce plan vise à sortir ces groupes vulnérables des problèmes auxquels ils font souvent face.

Résultat; Ce plan d'action comprend les points suivants:

- Organiser des ateliers d'échanges avec les acteurs clés pour discuter sur le rôle de la jeunesse et de la femme dans le développement, l'implication des communautés ainsi que leur participation dans la prise de décision ;
- Construire et équiper un centre de formation des métiers, de production et de commercialisation des produits artisanaux pour les jeunes (Menuiserie, couture et soudure) ;
- Appuyer les ménages (femmes/jeunes affectés par les conflits) dans l'amélioration de la production agricole par techniques agro-agricoles, élevage (semences améliorées, jardins potager, techniques agricole ;
- Former les jeunes, les femmes et les adultes dans la résolution pacifique des conflits, le plaidoyer et la mobilisation communautaire ainsi que la mise en place des comités de paix ;
- Organiser des jeux concours pour l'éducation à la paix et droits civiques des jeunes, femmes, hommes issues des communautés pour une citoyenneté responsable.

Activité4. Organiser des activités culturelles de rapprochement communautaire

Pendant la période de Mars à Avril 2015, 9 artisans de paix avec l'appui de l'OAP asbl et l'administration communale ont organisé 7 festivités culturelles et intercommunautaires dans les communes Mutambu, Mubimbi, Isare, Mutimbuzi, Kanyosha, Kabezi et Nyabiraba de la province de Bujumbura. Ces festivités avaient comme objectif de sensibiliser les politiciens, les jeunes, les femmes, les habitants en général à la consolidation de la paix surtout pendant la période électorale.

A travers ces festivités, des messages clairs et précis ont été véhiculés par différents groupes culturels (jeux, danses, sketches et autres numéros) sous le thème " **Consolidons la paix dans la période électorale**"

Les différents groupes sensibilisés étaient composés d'environ 6169 personnes dont 3000 femmes.



Activité culturelle de rapprochement organisée en Commune Mutambu

L'identification des groupes culturels et des joueurs tenait compte à la fois des appartenances politiques et religieuses en vue de constituer des groupes hétérogènes et ceux-ci se sont engagés à œuvrer pour un seul objectif de sauvegarder la paix et la sécurité ainsi que la cohabitation pacifique dans les communautés.

Activité5. Organiser un atelier de restitution du contenu de la feuille de route pour la paix et des dialogues intercommunautaires

Un atelier de 3 jours a été organisé à l'endroit de 22 Artisans de paix pour harmoniser la méthodologie de restitution de la feuille de route dans les communautés et voir comment développer le plan d'action.

La théorie s'est focalisée sur la traduction et l'appropriation du contenu de la feuille de route pour la paix en tenant compte des plans locaux développés et mis en œuvre en étroite collaboration entre les jeunes, les dirigeants locaux et d'autres membres de la communauté en tenant compte des réalités locales avec un focus particulier sur recrutement des jeunes.

Résultat par rapport à l'activité

- Par après, les Artisans de paix ont procédé à la restitution de la feuille de route aux communautés de la même manière ;
- Après la restitution, les communautés prenaient des engagements qu'ils allaient mettre en application pour asseoir une paix durable dans leurs localités.

Activité6. Elaborer une proposition de plan d'action pour la mise en œuvre de la feuille de route

L'OAP asbl a facilité et appuyé l'élaboration des plans d'action dans les 7 communes. A cet effet, les commissions mixtes de suivi de la mise en application des plans communautaires ont été également mises en place dans les communes d'action du

projet. Les membres de ces commissions sont issus des communautés et ils ont été choisis pour leur engagement dans la consolidation de la paix.

Résultat par rapport à l'activité :

- Peu après leur choix, ils ont commencé les activités relatives à cette tâche.

Activité7. Organiser une réunion des représentants des communautés pour valider le plan d'action pour la mise en œuvre de la feuille de route

Des réunions de restitution de la feuille de route aux représentants des communautés ont été organisées dans les 7 communes.



Réunion de validation du plan d'action pour la mise en œuvre de la feuille de route en Commune Nyabiraba

Résultat par rapport à l'activité:

- Les participants ont adhéré au contenu de la feuille de route et ont pris l'engagement de la mettre en application dans leurs communautés.

Activité8. Encadrement des groupements SILC

L'OAP asbl a sensibilisé et encadré les gens à créer des groupements SILC (Saving and Internal Lending Communities) qui sont des caisses d'épargne et de crédit interne.

Cette approche permet aux gens modestes de faire des épargnes et d'aboutir à l'auto-développement durable.

Résultat par rapport à l'activité:

- 15 groupements créés, 16.285.227 BIF épargnés et 227 crédits accordés à la fin de l'année 2015.
- Avec ces crédits, les bénéficiaires ont déjà réalisé beaucoup d'activités économiques : (installation ou redémarrage des boutiques, commerce de divers produits dans les marchés ou dans les autres lieux, achat de gros ou petits animaux d'élevage, réalisation des activités des métiers (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, vannerie, couture, services de restauration ou de location du matériel

de fête, conduction des taxi moto, voitures ou autres véhicules) ont déjà été initiées par les bénéficiaires. Ces activités sont en train de générer des bénéfices impressionnants et permettent aisément aux bénéficiaires en question de pourvoir aux besoins quotidiens sans dépendre ni attendre des aides de l'extérieur (réhabilitation et/ou amélioration des maisons d'habitation, amélioration et diversification de l'alimentation, paiement des médicaments ou des frais d'hospitalisation, paiement du matériel et des frais scolaires pour les enfants, amélioration de l'habillement, etc).

- Avec ces activités, mêmes les femmes vulnérables qui se croyaient totalement incapables de mettre en œuvre ces activités économiques sont actuellement fières de parvenir à pourvoir aux besoins de leurs familles sans pour autant dépendre des prêts ou des aides des tiers.

Activité9. Appui aux activités des artisans de paix

L'OAP asbl appui régulièrement les activités des artisans de paix. Il y a eu des moments où cet appui a été également ou conjointement fait par les Organisations partenaires de l'OAP asbl dans le programme PBB (OXFAM, Journal IWACU)

Résultat par rapport à l'activité:

- Les Artisans de Paix ont senti de la force pour réaliser les activités prévues.

Activité10. Activités de mise en œuvre de la feuille de route

L'OAP asbl a déjà organisé, en collaboration avec les Artisans de Paix, une réunion de détermination des activités à réaliser en guise de la mise en œuvre de la feuille de route. Les AP ont donc proposé diverses activités, notamment la confection des affiches de paix à afficher le long des routes principales, l'organisation par les comités de paix des réunions de sensibilisation sur la paix, l'organisation des festivités culturelles, etc.

d. Mise en œuvre du "Projet Réinsertion socio-économique des ex-combattants"

Activité 1. Former les bénéficiaires sur la culture démocratique et la gestion pacifique des conflits électoraux

La formation des bénéficiaires de ce projet sur la culture démocratique et la gestion pacifique des conflits électoraux a été organisée de Juin à Août 2015.

Résultat par rapport à l'activité :

- 22 séances, 780 bénéficiaires (dont 606 H et 174 F), soit un pourcentage de 97,5% : 205 de la commune Isare (145 H et 60 F), 281 de la commune Mutimbuzi (244 H et 37 F), 120 de la commune Kabezi (112 H et 8 F) ainsi que 174 personnes de la commune Kanyosha (105 H et 69 F).
- La formation a contribué dans le bon comportement des bénéficiaires dans leurs communautés, surtout durant la période électorale et post électorale qu'a traversé

notre pays : il y en a qui ont prodigué des conseils aux autres qui voulaient se bagarrer ou entrer en conflits avec les membres d'autres partis politiques. Ils affirment que ces séances de formation ont amélioré les relations sociales avec l'entourage, surtout ceux qui aimaient se bagarrer ou terroriser les autres.



Séance de sensibilisation des bénéficiaires du projet sur la cohabitation pacifique, le respect des droits humains et la résolution pacifique des conflits en commune Kanyosha

Activité 1. Redynamiser les comités de paix

Les comités de paix collinaires qui avaient été mis en place lors de la deuxième phase du projet ont été redynamisés et des réseaux des comités de paix zonaux ont été mis en place

Résultat par rapport à l'activité:

- On compte 55 comités de paix collinaires avec 227 membres dont 170 hommes et 57 femmes ainsi que 10 comités de paix zonaux qui sont composés de 60 membres dont 45 hommes et 15 femmes
- Les membres des comités de paix font diverses activités de consolidation de la paix dans les communautés [règlement pacifique des différends (médiation)], plaidoyer, assistance et accompagnement des victimes de guerre, des personnes emprisonnées, des familles des personnes enlevées ou assassinées, sensibilisation pour la consolidation de la paix, etc. ces activités sont très appréciées par la population des communes bénéficiaires du projet.

Activité : 2. Suivre et appuyer les activités des comités de paix

Des descentes régulières de suivi des activités des comités de paix sont organisées aussi bien par le Responsable du projet que par les Artisans de paix.

Résultat par rapport à l'activité

Des conflits locaux ont été pacifiquement résolus dans la communauté, des activités réconciliatrices ont été organisées, des personnes en danger ou malades ont été secourues et accompagnées là où elles pouvaient bénéficier de l'aide et des séances de sensibilisation pour la paix et le développement organisées

Les actions des membres des comités de paix sont aussi bien appréciées aussi bien par la population que par l'administration (exemples :

- Suite à l'efficacité des comités de paix, l'Administrateur actuel d'Isale a déjà émis le souhait de les fusionner avec les comités de sécurité qui ont été mis en place par le pouvoir.
- Les comités de paix sont sollicités par les notables (Bashingantahe) pour les appuyer lors des séances de médiation des gens)



Les membres des comités de paix bénéficiant d'un appui d'un Artisan de paix

Activité : 1.3.3. Organiser les activités de cash for work (dans 11 zones des 4 communes bénéficiaires ; 800 participants dont 197 femmes ; 7 pistes et/ou routes entretenues

Les activités de cash for work ont été organisées dans toutes les zones des communes bénéficiaires depuis Septembre jusqu'à Décembre 2015

Résultat par rapport à l'activité

- 793 bénéficiaires ont participé à ces activités (575 hommes et 217 femmes).
- Aussi, 75 kilomètres et 200 mètres de piste ont été entretenues (à certains endroits il y a eu tracage de nouvelles pistes)
- 10 pistes entretenues et/ou tracées à raison de 4 fois par mois à raison de 5000 F par jour, soit 20 000 BIF par mois
- Les pistes intercommunautaires tracées dans les villages facilitent la circulation et augmentent la valeur monétaire des parcelles (exemple : chef-lieu de la commune Isale)
- Le temps que les bénéficiaires du projet passent ensemble lors de ces activités communautaires leur permet de s'habituer les uns et les autres, de découvrir d'autres talents que ceux en rapport avec le combat, de parler ensemble la paix et de nouer de nouvelles relations sociales
- Les petites sommes d'argent que les bénéficiaires perçoivent leur permettent de pourvoir aux besoins quotidiens [amélioration et diversification de l'alimentation, habillement, accès aux soins de santé (achat des médicaments ou des frais d'hospitalisation), (achat du matériel et paiement des frais scolaires) et de réaliser des petits projets de développement (commerce ambulancier ou installation de petites

boutiques), agri-élevage (achat d'animaux d'élevage, achat ou location de terrains cultivables), cotisation dans les SILC] : cfr témoignages



Traçage d' une nouvelle piste à Isare et entretien de l'ancienne piste à Rubirizi

- Engagement des bénéficiaires à protéger l'environnement

Activité 4. Appuyer l'organisation des activités de réconciliation communautaire (4 grands événements)

Une activité de réconciliation communautaire a été déjà organisée avec différents numéros folkloriques en date du 05 Décembre 2015 au chef-lieu de la commune Isare sous le thème « *Consolidons la paix en évitant tout ce qui peut nous entrainer de nouveau dans la guerre* »).

L'activité a été organisée par les Artisans de Paix de cette commune en collaboration avec les membres des comités de paix.

Résultat par rapport à l'activité:

- Ces derniers ayant pris conscience de l'importance de la paix et ayant déjà commencé à faire beaucoup d'activités de réconciliation communautaire chez eux, le reste de la population a été sensibilisée et s'est engagé à consolider la paix via les activités de réconciliation communautaire.



Activité 5. Organiser 2 séances de recyclage des animateurs sur l'approche SILC

L'OAP asbl a sensibilisé et encadré les gens à créer des groupements SILC (Saving and Internal Lending Communities) qui sont des caisses d'épargne et de crédit interne.

Résultats par rapport à l'activité

- 31 groupements créés avec 688 membres (302 hommes et 221 femmes).
- La somme totale d'argent épargnée est de 19 414 570 BIF tandis qu'une somme totale de 27 933 010 BIF a été donnée à travers 221 crédits
- Divers activités économiques (AGRs) : installation ou redémarrage des boutiques, commerce de divers produits dans les marchés ou dans les autres lieux, achat de gros ou petits animaux d'élevage, réalisation des activités des métiers (menuiserie, maçonnerie, briqueterie, vannerie, couture, services de restauration ou de location du matériel de fête, conduction des taxi moto, voitures ou autres véhicules) ont déjà été initiées par les bénéficiaires.
- Ces activités sont en train de générer des bénéfices impressionnants permettant aisément aux bénéficiaires en question de pourvoir aux besoins quotidiens sans dépendre ni attendre des aides de l'extérieur (réhabilitation et/ou amélioration des maisons d'habitation, amélioration et diversification de l'alimentation, paiement des médicaments ou des frais d'hospitalisation, paiement du matériel et des frais scolaires pour les enfants, amélioration de l'habillement, etc). C'est donc une véritable voie d'autopromotion du petit peuple.



J'ai acheté ces deux chèvres grâce au bénéfice que j'ai tiré du petit commerce que j'ai fait avec des crédits contractés auprès des SILC. Actuellement, je parviens aisément à payer le minerval de mes enfants.



Activité6. Organiser une visite d'échange d'expérience auprès des SILCS expérimentées

Une visite d'échange d'expérience a été organisée au mois du 13 Novembre 2015 à la sous colline Mukorane, colline Nyabunyegeri, zone Rubirizi, commune Mutimbuzi.

Résultats par rapport à l'activité:

- 60 personnes ont participé à cette visite (33 hommes et 27 Femmes) ;
- Les participants à la visite ont été impressionnés par les résultats des SILC de Nyabunyegeri.

Activité7. Organiser la capitalisation du projet ARCANUM

L'OAP asbl a mis en place des structures pérennes qui capitaliseront les actions dans les communautés. Il s'agit des comités de paix et des groupements (associations SILC) qui sont communément appelés Noyaux d'auto-promotion.

Les avantages de ces structures se sont déjà fait observer par les communautés et elles sont beaucoup appréciées par la population.

Changements par rapport au résultat 1 (axe Gouvernance)

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet Gouvernance, il y a les membres du club Gouvernance qui font le suivi de la mise en application des critères d'évaluation des communes et transmettent les données y relatives à l'OAP via le logiciel MOGO. De même, Tous les acteurs de décentralisation sont impliqués et sont conscients que chacun d'entre eux doit fournir tous ses efforts dans le relèvement des performances de sa commune en mettant en application les tâches qui lui sont assignées. Fort est de signaler que la transmission des données en rapport avec la Gouvernance à l'OAP asbl via le logiciel MOGO se fait de façon régulière et automatique.

A travers le projet Paix au-delà des frontières, les Artisans de paix qui sont le noyau dans l'organisation et le suivi des activités sont issus des communautés. Ils sont très acceptés et respectés aussi bien par les administratifs que par la population de leurs milieux de vie, d'où ils influencent positivement le déroulement des activités. De même, les autres structures mises en place en guise d'appui aux AP comme les

commissions mixtes de suivi des plans d'action communautaires ainsi que les réseaux zonaux des comités de paix et les associations de femmes et des jeunes ont déjà réalisé beaucoup d'activités en rapport avec la consolidation de la paix et ils influencent le reste de la population.

Quant à ce qui est du projet "Réinsertion socio-économique des Ex-combattant(e)s", les effets des SILC et des sommes perçues lors des travaux de cash for work sont très visibles. Les bénéficiaires qui se sont engagés dans les activités économiques ont déjà enregistré des bénéfices remarquables comme le montrent leurs témoignages. Ils sont à une étape d'auto-promotion considérable. De surcroît, les œuvres des comités de paix sont reconnues et appréciées aussi bien par les administratifs que la population, ce qui fait que cette structure communautaire continuera à œuvrer pour la paix et la cohésion sociale à long terme. La preuve en est que beaucoup de gens en conflits sollicitent leur appui au détriment des autres structures comme les notables traditionnels (Bashingantahe).

Difficultés rencontrées

Défis	Stratégie de sortie
Insécurité (elle s'est détériorée depuis les manifestations contre la candidature du Président Nkurunziza pour briguer le 3ème mandat)	<ul style="list-style-type: none"> -Garder strictement la neutralité politique -Rentrer tôt du terrain -Faire très attention lorsqu'on est sur terrain -Se renseigner de la situation sécuritaire régnant dans le milieu avant de se rendre sur terrain
Dans quelques localités, les membres des comités de paix ont été méprisés par les notables traditionnels en leur disant qu'ils ne sont pas connus car les approches de ces deux structures sont différentes : les membres des comités de paix font la médiation sans rien demander en retour aux personnes en conflits tandis que les notables exigent souvent des pots de vins	<ul style="list-style-type: none"> -Transmettre les listes des membres de ces comités aux autorités depuis la commune jusque dans les zones -Leur dire d'éviter les confrontations (attendre et intervenir à part si les notables ne parviennent pas à régler les conflits) -L'OAP asbl est en train de voir comment chercher des signes d'identification des membres des comités de paix comme les T-shirts
Le retard de commencement des activités du projet Gouvernance car la plupart de ces activités devraient être organisées à l'intention des élus et pour cela, l'OAP asbl devrait attendre la fin des élections	Concentrer les activités dans le dernier trimestre de l'an 2015

I.2.SECURITE ALIMENTAIRE ET AUGMENTATION DES REVENUS DES MENAGES

Objectif spécifique 2 : *Les revenus des populations rurales augmentent grâce à l'amélioration des conditions de production, la création d'emploi et l'appui aux AGRs*

a. Introduction

Dans un souci de contribuer durablement à la sécurité alimentaire et à l'augmentation des revenus des ménages ruraux, l'OAP asbl a poursuivi son programme de promotion de l'agriculture familiale à travers le programme transitoire de promotion des systèmes agricoles et alimentaires appuyé par Entraide et Fraternité une organisation Belge, le projet d'intégration agro-écologique et gestion des ressources en eau pour l'amélioration de l'accès durable aux moyens de subsistance appuyé par Oxfam/Allemagne et le projet d'amélioration de l'accès des communautés aux moyens durables de subsistance appuyé par Oxfam/Novib/Pays Bas. La mise en œuvre des activités prévues par ces derniers visait les changements suivants : la transformation des systèmes d'exploitation agricole en adoptant des techniques agropastorales adaptées au contexte socio-économique et climatique actuel ; la prise de conscience et l'adoption des pratiques de valorisation de la production (conservation/stockage/manutention/transformation/distribution) ; l'évolution d'une agriculture de subsistance vers une agriculture capable d'assurer la sécurité alimentaire (production suffisante de qualité) et de garantir l'auto-développement des familles agricoles (santé, éducation des enfants, habitat, habillement, promotion du métier d'agriculture...) grâce aux revenus récoltés de la vente des surplus à des prix rémunérateurs. L'évolution des habitudes nutritionnelles permettant d'assurer une alimentation équilibrée et de créer des opportunités de conservation et de vente des productions en périodes favorables (à titre illustratif le niveau de consommation de la patte de maïs de plus en plus croissant dans les régions de l'Imbo et de Mumirwa).

Convaincu que de tels changements ne sont possibles que lorsque les agri-éleveurs prennent conscience de la problématique de l'agriculture familiale et acquièrent des connaissances techniques suffisantes pour pouvoir améliorer leurs systèmes d'exploitation agropastorale, le programme de promotion de l'agriculture familiale a priorisé la conscientisation et le renforcement des compétences des agri-éleveurs en techniques agropastorales adaptées au contexte de pression démographique, de rareté de moyens de production et d'aléas climatiques.

En plus des actions de conscientisation et de renforcement des capacités en techniques agropastorales, le programme a mis à disposition des appuis matériels et financiers dans l'optique de faciliter l'accès des producteurs aux moyens de

production : intrants, outils/équipements utilisés pour la production, la conservation, la transformation/manutention et l'écoulement des produits. Soucieux de s'inscrire dans notre approche d'autopromotion, divers appuis (semences vivrières et maraîchères, semences agro-forestières et forestières, animaux d'élevage, fonds rotatifs) sont mis à la disposition des agri-éleveurs/animateurs et associations agricoles cibles du programme, qui, en retour se sont engagés à conscientiser et encadrer les voisins. Les appuis n'étant pas gratuits, ils continuent à tourner sous forme de chaînes de solidarité entre les membres des groupes de rayonnement de pratiques agro-pastorales adaptées institués par les bénéficiaires directs et ainsi servent d'exemples aux autres.

Grâce aux actions de renforcement des compétences par sensibilisation/formation pratique et échanges d'expériences paysans-paysans, les techniques agropastorales et conservatoires des sols sont acquises et intégrées progressivement dans plus de 70% d'exploitations agricoles des ménages cibles du projet. En plus des appuis susmentionnés, les fermes écoles aménagées et conduites dans deux régions naturelles : Mumirwa en commune Kabezi/Gakombera et Mugamba en commune Mugongomanga/Rutambiro ont contribué au renforcement des capacités des producteurs à travers des visites de consolidation des expériences et des observations des changements induits par les techniques agricoles appliquées. Elles ont aussi servi à la multiplication et diffusion auprès de près de 50 ménages de semences de Haricot, Maïs, Soja, Arachide, Sorgho (variété Gambela) et boutures de manioc résistante à la mosaïque.

Les changements de système d'exploitation agro pastorale souhaité s'observent progressivement dans le temps et dans l'espace. Conscients des obligations du métier d'agriculture et déterminés à accroître durablement la productivité des sols, plus de 50 % des agri-éleveurs accompagnés investissent de plus en plus leurs forces et temps, le peu de moyens financiers dont ils disposent, leur savoir-faire paysan et les techniques apprises pour augmenter la production. Quant à l'OAP asbl, elle s'efforce à multiplier les groupes de rayonnement conscients, actifs et dont les capacités techniques agricoles renforcées permettent l'encadrement des voisins et la multiplication des exploitations écoles, sans oublier l'accompagnement des actions d'aménagement global des bassins versants en vue de favoriser l'émergence des collines pilotes en matière de protection de l'environnement. Elle accompagne également des actions qui stimulent la production et l'augmentation des revenus comme les techniques de conservation, de transformation et de commercialisation des récoltes à des conditions propices aux prix rémunérateurs.

b. Actions prévues pour 2015 et niveau de réalisation de l'objectif spécifique/résultats attendus et les changements produits

L'objectif spécifique de la composante Sécurité Alimentaire et Augmentation des Revenus des ménages ruraux est « Les revenus des familles rurales augmentent grâce à l'amélioration des conditions de production, la création d'emploi et l'appui aux AGRs ».

Résultat 1. 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.

Activités prévues

Au niveau du résultat1, il était prévu les activités ci-après :

1. Conscientiser les agri-éleveurs à la problématique de la production agropastorale et de gestion des productions ;
2. Renforcer les capacités des producteurs agropastoraux sur les techniques adaptées pour une production durable ;
3. Animer et conscientiser les femmes rurales sur l'amélioration de l'agriculture familiale ;
4. Organiser une journée de la femme rurale sur l'amélioration de l'agriculture familiale ;
5. Organiser 4 ateliers de renforcement des capacités sur les thématiques de gestion familiale, les techniques culinaires et l'alimentation équilibrée en faveur de 100 femmes ;
6. Organiser 2 visites d'échange d'expériences paysans-paysans en techniques agropastorales ;
7. Appuyer le suivi-entretien des fermes -école de Kabezi et Rutambiro et l'accompagnement des agri-éleveurs bénéficiaires du programme Agriculture familiale ;
8. Appuyer l'accès des agri-éleveurs aux moyens d'aménagement et de production;
9. Commanditer une étude de faisabilité des alternatives de transformation des produits agropastoraux.

Résultat 2. 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agro-écologique

Activités prévues

1. Organiser des séances de conscientisation et de formation des agri-éleveurs à la problématique de l'environnement ;
2. Organiser des séances de conscientisation/formation des agri-éleveurs à la production biologique et l'utilisation raisonnée des produits chimiques ;
3. Organiser 4 réunions de sensibilisation de la population et les administratifs locaux pour le reboisement des terrains domaniaux dénudés (mobilisation des communautés en collaboration avec l'administration locale pour la production et la mise en place des plants) ;
4. Appuyer le reboisement de 40 ha de collines dénudées et accidentées ;
5. Appuyer les activités d'aménagement des bassins versants (piquetage courbes de niveau, fossés lae,...) pour 100 ha (Mutambu/Gomvyi/Burimall-Kabezi/Rugembe/Masama-Muhuta/Muhuta-Nyabiraba/Kinyami et Kanyosha/Buzige) ;
6. Appuyer la production et mise en place des plants forestiers et agro-forestiers (semences, arrosoirs, pulvérisateurs, sachets, râtaux, houes, pelles, brouettes, plantation).

Résultat 3. 15 organisations de base paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire.

Activités prévues

1. Organiser 3 réunions de sensibilisation, en vue de stimuler et accompagner l'émergence d'un mouvement paysan ;
2. Renforcer les capacités organisationnelles et de gestion pour l'émergence d'un mouvement paysan ;
3. Organiser 2 ateliers de renforcement des capacités des organisations paysannes de base en techniques de lobby et de plaidoyer.

Résultat 4. Des synergies entre les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.

Activités prévues

1. Organiser des échanges d'expériences en techniques de production agro-écologique et de valorisation des produits ;

2. Organiser en synergie des actions de plaidoyer en faveur de bonnes politiques agricoles au niveau local et sous-régional ;
3. Établir des liens d'échange d'expertises et de renforcement des capacités avec les partenaires (CAM, GPA, CAB, RAPES-Grands Lacs, ISABU, DPAE...).

c. Réalisations et changements observés

Au niveau du résultat.1. 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.

Près de 4.012 ménages sont accompagnés par les actions du programme Entraide et Fraternité et des projets Oxfam/Novib et Oxfam/Allemagne. Plus de 70% des ménages accompagnés, soit environ 2808 ménages changent progressivement leurs systèmes d'exploitation agricoles en intégrant les techniques agropastorales de protection et de restauration de la fertilité des sols et la gestion rationnelle des récoltes. A cet effet, près de 50% des ménages bénéficiaires ont vu les productions des cultures comme Haricot, Soja, Maïs, Pomme de terre, Aubergine, tomate augmentées de près de 30 % en moyenne et leurs revenus de 4% en moyenne. Egalement, plus de 90% des ménages agricoles appuyés adoptent l'élevage en stabulation, ce qui permet d'augmenter la production du fumier nécessaire à la restauration de la fertilité des sols et de réduire les conflits liés à la destruction des champs par les animaux vagabondant.

L'évolution vers les changements susmentionnés est le fruit des activités de conscientisation à la problématique agricole et alternatives de redressement ; du travail de renforcement des capacités en techniques agropastorales adaptées au contexte ; de la facilitation d'accès des ménages agricoles aux moyens de production (intrants : semences vivrières et maraîchères, animaux d'élevage, outils/petits équipements agricoles et d'aménagement, fonds pour achat d'autres intrants et services de production) et du travail combien important de suivi/accompagnement des ménages bénéficiaires directs des actions du programme, sans oublier les voisins faisant partie ou pas des groupes de rayonnement. Les photos et les tableaux ci-après reprennent les détails des activités mises en œuvre dans le cadre de la réalisation du résultat.1. ci-haut précisé.



Un des ateliers de renforcement des capacités des agri-éleveurs Animé à Rugembe *La journée de sensibilisation de la femme rurale à l'amélioration de l'Agriculture familiale*



Séance de mise à disposition des agriculteurs des moyens de production (animaux d'élevage : bovins et caprins)

Tableau1.Principales activités mises en œuvre en 2015 en vue de réaliser le résultat1

Activitésprévues	Réalisations	Bénéficiaires			Observations
		Hommes	Femmes	Total	
Résultat.1. 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.					
1. Conscientiser les agri-éleveurs à la problématique de la production agropastorale et de gestion des productions	6 réunions de conscientisation des agri-éleveurs ont été organisées et animées.	357	183	540	Les 6 réunions de conscientisation à la problématique agricole ont été organisées sur appui de Oxfam Novib à Kabezi en complément d'autres 20 séances organisées dans les 10 communes de Bujumbura en Septembre-Décembre 2014 sur appuis de Entraide et Fraternité et Oxfam/Allemagne.
2. Renforcer les capacités des producteurs agropastoraux sur les techniques adaptées pour une production durable.	10 ateliers de renforcement des capacités ont été organisés et animés	369	205	574	Les 10 ateliers de renforcement des capacités des agri-éleveurs ont été organisés et animés en complément d'autres organisés en 2014 sur appuis d'Entraide et Fraternité, Oxfam/Novib , Oxfam/Allemagne.
3. Organiser une journée de sensibilisation de la femme rurale sur l'amélioration de l'agriculture familiale	1 journée de sensibilisation de la femme rurale a été organisée et animée.	-	+100	+100	Plus de 100 femmes ont participé le 23 Octobre 2015 à la journée de sensibilisation sur la promotion de l'agriculture familiale organisée à Kabezi sur appui de Oxfam Novib
4. Organiser 4 ateliers de renforcement des capacités sur les thématiques de gestion familiale, les techniques culinaires	-	-	-	-	Les 4 ateliers prévus en Novembre 2015 sur appui de Oxfam Allemagne n'ont pas été réalisés et sont projetés en 2016.

et l'alimentation équilibrée en faveur de 100 femmes					
5. Organiser 2 visites d'échange d'expériences paysans-paysans en techniques agropastorales	1 visite d'échange d'expériences paysans-paysans a été effectuée.	12	18	30	La visite a été effectuée auprès des producteurs modèles de Kabezi et à la ferme école de Gakombera/Kabezi. La deuxième visite est projetée en 2016.
6. Appuyer l'accès des agri-éleveurs aux moyens d'aménagement et de production	Mise à disposition des outils aratoires et d'aménagement et des intrants agropastoraux (semences vivrières et maraichères, animaux d'élevage)	703	337	1040	Les moyens de production et d'aménagement mis à disposition sur appuis de Entraide et Fraternité, Oxfam/Novib et Oxfam/Allemagne sont entre autres : outils/équipements agricoles : 930 houes, 641 pelles, 591 pioches, 100 râtaux, 87 pulvérisateurs, 87 brouettes, les arrosoirs, 14 triangles à pente, produits phytos etc.; intrants : semences : 700 kg de Haricot, 600 kg de Soja, 365 kg de Maïs, 420 kg Sorgho, 100 kg d'arachide, 8.000 kg de pomme de terre, semences maraichères; animaux d'élevage : 44 vaches, 2 taureaux, 383 chèvres, 12 boucs et produits zoonosanitaires d'accompagnement.
7. Appuyer le suivi-entretien des fermes - école de Kabezi et Rutambiro et l'accompagnement des agri-éleveurs bénéficiaires du	Les fermes écoles de Kabezi et Rutambiros ont exploitées et entretenues	244	120	364	Notons que les fermes écoles de Kabezi et Rutambiro assurent à la fois la formation des agriculteurs voisins et passants par observations des pratiques/changements visibles et par visites guidées

programme Agriculture familiale	et contribuent à la diffusion des semences et à l'amélioratio n des races animale des environs.				de formation ; la multiplication/diffusion des semences de qualité ainsi que l'amélioration des races animales locales par croisements.
8. Commanditer une étude de faisabilité des alternatives de transformation des produits agropastoraux	-	-	-		L'étude a été annulée pour l'année 2015 et projetée plus tard

Au niveau du Résultat.2. 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agro-écologique

Les actions de conscientisation à la problématique de l'environnement ; de sensibilisation/information à la production biologique en utilisant de façon raisonnée les produits chimiques ; de sensibilisation de la population, des administratifs et services techniques agricoles locaux en vue d'encourager le reboisement, la protection des bassins versants et des exploitations agricoles ont suscité la prise de conscience et renforcé l'engagement des ménages agricoles et habitants des bassins versants à œuvrer pour la préservation et l'agriculture respectueuse de l'environnement.



Une des séances de conscientisation à la problématique de l'environnement animée à Mutambu..

Une des séances de conscientisation/formation en agro- Ecologie à Mubimbi

En effet, grâce aux activités de conscientisation et de capacitation des membres des ménages et associations agricoles ci-haut précisées, plus de 63.024 mètres de courbes de niveau sont déjà creusés et/ou plantés d'herbes fixatrices (*Tripsacum*), assurant ainsi la protection de près de 567.216 m², soit 56,72 ha. Par rapport à l'action de reboisement et de l'agroforesterie, 152.262 plants d'*Eucalyptus*, 96.587 plants de *Grevillea* et 43.326 plants de *Calliandra* ont été produits dans des pépinières mises en place dans différentes localités des provinces Bujumbura rural et Rumonge.



*Une pépinière de la production
Activités
d'aménagement des
bassins
des plants forestiers et
Versants en cours.*



Tableau 2. Principales activités mises en œuvre en 2015 en vue de réaliser le résultat.2

Activités prévues	Réalizations	Bénéficiaires			Observations
		Hoes	feme s	Tot al	
Résultat 2. 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agro-écologique					
1. Organiser des séances de conscientisation et de formation des agri-éleveurs à la problématique de l'environnement	14 séances de conscientisation/formation ont été organisées et animées.	420	536	956	A
2. Organiser des séances de conscientisation/formation des agri-éleveurs à la production biologique et l'utilisation raisonnée des produits chimiques	14 séances de conscientisation/information ont été organisées et animées.	429	548	977	Les 14 séances de conscientisation ont été animées en faveur des membres des ménages et des associations agricoles, ainsi que les habitants des bassins versants des 9 communes de la province de Bujumbura et 2 communes de la province de Rumonge.

3. Organiser 4 réunions de sensibilisation de la population et les administratifs locaux pour le reboisement des terrains domaniaux dénudés (mobilisation des communautés en collaboration avec l'administration locale pour la production et la mise en place des plants)	4 réunions de sensibilisation ont été organisées et animées.	169	83	252	Qa
4. Appuyer le reboisement de 40 ha de collines dénudées et accidentées	-	-	-	-	Le reboisement est projeté début année 2016(Janvier) d'où l'absence de données dans le présent rapport, cependant, avec près 152.262 plants d'Eucalyptus produits, plus de 40 ha seront facilement reboisés.
5. Appuyer les activités d'aménagement des bassins versants (piquetage courbes de niveau, fossés LAE,...) pour 100 ha(Mutambu/Gomvyi/Burimall-Kabezi/Rugembe/Masama-Muhuta/Muhuta-Nyabiraba/Kinyami et Kanyosha/Buzige)	Les activités d'aménagement des exploitations agricoles et des bassins versants ont eu lieu et plus de 63.024 mètres de courbes de niveau creusée.	-	-	358 ménages	Au total, 63.024 mètres de courbes de niveau ont été creusés dans les exploitations agricoles des bassins versants appartenant à près de 358 ménages.
6. Appuyer la production et mise en place des plants forestiers et agro-forestiers (semences, arrosoirs, pulvérisateurs, sachets, râtaux, houes, pelles, brouettes, plantation)	Les appuis pour la production des plants ont été mis à disposition.	272	121	393	Au total, 152.262 plants d' <i>Eucalyptus</i> , 96.587 plants de <i>Grevillea</i> et 43.326 plants de <i>Calliandra</i> ont été produits

Au niveau du Résultat 3. 15 organisations de base paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire.

Au cours des séances de conscientisation/information à la problématique agricole et environnementale, les membres des organisations des producteurs ont été conscientisés et ont identifié sous la facilitation de l'animateur des ateliers, les droits des agri-éleveurs et les thématiques de plaidoyer y relatives.

Tableau3.Principales activités mises en œuvre en 2015 en vue de réaliser le résultat 3.

Activitésprévues	Réalisations	Bénéficiaires			Observations
		Hoes	Fem es	Tot al	
Résultat 3. 15 organisations de base paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire.					
1. Organiser 3 réunions de sensibilisation, en vue de stimuler et accompagner l'émergence d'un mouvement paysan ;	-	-	-	-	L'activité a été ajournée.
2. Renforcer les capacités organisationnelles et de gestion pour l'émergence d'un mouvement paysan ;	-	-	-	-	L'activité a été ajournée
3. Organiser 2 ateliers de renforcement des capacités des organisations paysannes de base en techniques de lobby et de plaidoyer.	-	-	-	-	L'activité a été ajournée

Au niveau du résultat 4. Des synergies entre les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.

Des échanges d'expériences sur différentes techniques de production agro-écologique ont été réalisés entre OAP et les organisations d'appui partenaires

comme le Centre Agropastoral de Mutwenzi(CAM), le Comité Anti-Bwaki de Bukavu(CAB). Grâce à ces échanges, l'OAP a pu équiper le centre de transformation des produits agricoles de Nyabiraba d'une décortiqueuse de Maïs et de Soja nécessaire à l'amélioration de la qualité de la farine complète à produire.

Tableau.4. Principales activités mises en œuvre en 2015 en vue de réaliser le résultat 4.

Activités prévues	Réalisations	Bénéficiaires			Observations
		Hoes	Fems	Total	
Résultat 4. Des synergies entre les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.					
1. Organiser des échanges d'expériences techniques de production agro-écologique.	Il y a eu des échanges d'expériences avec CAB et CAM	-	-	-	
2. Organiser en synergie des actions de plaidoyer en faveur de bonnes politiques agricoles au niveau local et sous-régional	1 action de plaidoyer a été appuyé	-	-	-	L'action de plaidoyer consistait à la création de micro-finance des producteurs des palmiers à huile membres de l'APROPABU (Association de Producteurs de Palmiers à huile du Burundi) membre de FOPABU et du Groupe de Plaidoyer Agricole.
3. Établir des liens d'échange d'expertises et de renforcement des capacités avec les partenaires (CAM, GPA, CAB, RAPES	Les échanges et les contacts sont réalisés avec différentes organisations partenaires	-	-	-	

d. Difficultés rencontrées par résultat

Les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des activités de la composante « Sécurité Alimentaire et augmentation des revenus des ménages ruraux au cours de l'exercice 2015 sont reprises de façon détaillée dans le tableau 5. Ci-après.

Tableau. 5 .Difficultésrencontrées par résultat

Résultatsattendus	Difficultésrencontrées
Résultat.1. 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.	<p>L'inaccessibilité de certaines localités et la dispersion des associations et agri-éleveurs appuyés rendent difficile le travail de suivi/accompagnement.</p> <p>Les moyens de production propres et ceux mis à disposition des agri-éleveurs sont très limités pour servir de base de changements (impacts) rapides escomptés en vue d'influencer les autres producteurs.</p> <p>La rareté des infrastructures agricoles (unités de transformation, sources d'électricité....) et de communication (pistes et routes) favorables à la valorisation des productions.</p> <p>Les marchés non rémunérateurs qui démobilisent et freinent la mobilisation des revenus nécessaires pour l'amélioration de la production et l'autopromotion des agri-éleveurs.</p>
Résultat 2. 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agro-écologique.	<p>La participation passive de l'administration et les services techniques agricoles et environnementaux locaux à la mobilisation et encouragement des populations pour le reboisement, la protection des bassins versants et des exploitations agricoles contre l'érosion et la déforestation.</p> <p>Faible sensibilité des populations à l'importance et la nécessité de protection de l'environnement en général et des exploitations agricoles en particulier, d'où la faible adhésion aux activités de reboisement, de mise en place des dispositifs de conservation des sols.</p>

<p>Résultat 3. 15 organisations de base paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire.</p>	<p>L'incompréhension entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile sur le rôle que ces dernières doivent jouer pour appuyer et accompagner les populations à la défense de leurs droits socio-économiques et politiques.</p>
<p>Résultat 4. Des synergies entre les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.</p>	<p>Difficulté de synchronisation de la planification d'activités pour pouvoir organiser et animer des campagnes de plaidoyer bien préparées en périodes favorables.</p>

I.3 : ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE DE QUALITE.

a. Introduction

Durant l'année 2015, l'OAP a continué son objectif spécifique d'accès des communautés aux infrastructures sociales de base de qualité et la mise en avant du renforcement de l'appropriation des actions par les structures locales.

Objectif spécifique 3

L'objectif spécifique poursuivi par l'axe 3 des interventions de l'OAP est « L'amélioration de l'accès des communautés aux services sociaux de base de qualité ».

3.1 Résultats 1 :

Les conditions d'apprentissage dans les écoles sont améliorées

Activité

Appuyer les Communes Kabezi, Mubimbi, Muhuta, Mukike et Mutambu dans la construction de 15 blocs de 3 classes chacun et 15 blocs de 4 latrines chacun ainsi que leur équipement mobilier.

3.2 Résultats 2 :

Les communautés accèdent facilement à l'eau potable

Activités

- Sensibiliser les administratifs à la base et évaluer l'état d'avancement de la mise en place et du fonctionnement des structures locales de gestion des ressources en eau potable.
- Appuyer la mise en place des structures locales de gestion de l'eau potable (Comités des points d'eau) dans les communes Kabezi, Mutambu, Isare, Mutimbuzi)
- Renforcer les capacités des membres des structures locales de gestion des infrastructures d'eau.
- Construire 1 adduction d'eau potable de 22 km de linéaires en commune Kabezi et Mutambu.

Aménager 255 sources dans les communes Kabezi, Kanyosha, Mutambu, Mutimbuzi et Isare.

b. Réalisation des résultats et changements observés

4.1 Résultat 1. Les conditions d'apprentissage dans les écoles sont améliorées

Au cours de l'année 2015, l'OAP a poursuivi la mission d'accompagnement du processus d'appui à la Maîtrise d'Ouvrages Communale pour les Communes Kabezi, Mubimbi, Muhuta, Mukike et Mutambu.

Plusieurs tâches ont été réalisées :

- L'appui à la collecte des documents indispensables pour l'octroi des tranches de financements FCE aux communes,
- Les visites de suivi des chantiers et l'analyse des décomptes présentés par les entreprises et les maîtres d'œuvres pour rechercher et garantir la qualité des ouvrages à produire,
- La conscientisation et le renforcement des capacités des structures communales impliquées dans le processus des marchés (l'administrateur communal et autorité contractante, la Cellule de Gestion des Marchés Publics, les services de comptabilité),
- Le suivi des prestations des ateliers fournisseurs d'équipements mobiliers pour garantir le respect des normes de qualité conformément aux spécifications techniques,
- L'assurance qualité et le suivi de la gestion comptable et financière du Ministère ayant l'éducation dans ses attributions, l'appui à l'élaboration et le visa préalable sur les dossiers de demande de versement des tranches de financement,
- L'actualisation mensuelle des tableaux de bord indiquant l'état d'avancement des marchés (de travaux, de surveillance et de fournitures d'équipements) et autres activités relatives aux conventions, l'appui à l'élaboration des rapports de suivi par la commune, la consolidation des données de suivi et du rapportage au niveau de la province appuyée,
- La transmission des outils de suivi et de rapportage au BISEM, l'échange d'informations en continu et la participation à des réunions de coordination et de concertation avec le BISEM et avec d'autres acteurs concernés par la mise en œuvre du programme.

La mission d'accompagnement des 5 communes Kabezi, Mubimbi, Muhuta, Mukike et Mutambu a été clôturée au début du mois de novembre 2015 avec un état d'avancement des chantiers satisfaisant. Cet état est détaillé par site, dans le tableau ci-dessous :

Commune/Site	Etat d'avancement des travaux/Ouvrages			% global d'avancement
	Bloc de 3 salles de classes	Bloc de 4 latrines	Aménagements extérieurs	
Kabezi				
Lot 1. EP Kabezi	Les travaux ne sont pas encore achevés : -Pose du gîtage métallique et faux plafond en multiplex -Application de peinture et vernis	Travaux presque achevés sauf caniveaux et pose de WC siège à l'anglaise et barre murale de soutien pour handicapés	Travaux non encore achevés. Il reste à faire : -Rampe d'eau de 2.60x1.20 -Une partie du caniveau maçonné -Puisards pour eaux pluviales -Réservoir de stockage des eaux pluviales -Trottoir de liaison entre le bloc de 3 classes, bloc latrine et rampe d'eau	90%
Lot 2. EP Gaseru	Les travaux sont presque achevés sauf quelques corrections à faire	Travaux presque achevés sauf quelques corrections à faire	Les travaux ne sont pas encore terminés : Il reste à : -Fournir et installer le réservoir d'eau, -Raccorder le réservoir aux gouttières en alu-zinc	94.32%

<p>Lot 3. EP Nyamuzi</p>	<p>Les travaux sont terminés. Toutefois quelques corrections sont à faire</p>	<p>Les travaux ne sont pas encore achevés. Certains ouvrages sont à achever :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Les dallettes de couverture doivent être amovibles ainsi que leurs crochets de soulèvement, -Contrôler la pente d'évacuation des eaux ou urines stagnantes à l'intérieur des latrines, -Maçonner le caniveau 30 cm x 30 cm d'évacuation d'eau pluviale, -Aménager la pente d'évacuation des eaux stagnantes sur les trottoirs intérieur et extérieur du bloc. 	<p>Les travaux ne sont pas encore terminés : Les travaux restants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Raccorder la rampe d'eau au réservoir maçonné de l'AEP Rugembe-Mayebe (existant) -Aménager et construire le puisard pour les eaux pluviales -Trottoir de liaison du bloc de 3 classes, du bloc de latrines et de la rampe d'eau 	<p>94.41%</p>
<p>Mubimbi</p>				
<p>Lot 1. EP Mubimbi III</p>	<p>Les travaux sont presque terminés mais certains ouvrages ne sont pas encore achevés et des malfaçons sont à relever avant d'organiser la pré-</p>	<p>Les travaux du bloc de latrines ne sont pas encore achevés.</p>	<p>Les travaux ne sont pas encore terminés : Les travaux restants sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Fournir et installer le réservoir de 2500 l, -Poser les gouttières en alu zinc sur les deux versants de la toiture, -Raccorder les gouttières au réservoir -Corriger les malfaçons relevées 	<p>95.52%</p>

	réception technique			
Lot 2. EP Mageyo I	Les travaux sont presque terminés mais quelques malfaçons sont à relever avant d'organiser la pré-réception technique	Les travaux du bloc de latrines ne sont pas encore achevés.	Les travaux ne sont pas encore terminés : Les travaux restants sont : -Raccorder la rampe d'eau au réseau d'eau existant -Aménager et construire le puisard pour les eaux pluviales -Corriger les malfaçons relevées.	95.04%
Lot 3. EP Matyazo II	Les travaux sont presque terminés mais quelques malfaçons sont à relever avant d'organiser la pré-réception technique	Les travaux du bloc de latrines ne sont pas encore achevés.	Les travaux ne sont pas encore terminés : Les travaux restants sont : -Raccorder la rampe d'eau au réseau d'eau existant sur place et prévoir éventuellement une chambre de vanne de sécurité - Corriger les malfaçons relevées	96.44%
Muhuta				
Lot 1. EP Rutongo	Les travaux sont presque terminés mais plusieurs corrections sont à faire	Les travaux sont presque achevés mais l'ouvrage est de très mauvaise qualité et plusieurs corrections sont à faire		87.4%
Lot 2. EP Nyaruhongoka	Les travaux sont terminés sauf quelques corrections mineures à faire	Les travaux sont presque terminés sauf quelques corrections à faire. <i>Toutefois, les pluies diluviennes menacent d'emporter cet ouvrage par une forte érosion si une protection</i>	Les travaux ne sont pas encore terminés. Il reste le raccordement du réservoir à l'AEP existant ou alors poser les gouttières en alu zinc et raccorder le réservoir posé aux eaux pluviales	97.72%

		<i>urgente n'est pas faite pour stabiliser le site.</i>		
Lot 3. EP Gitunda	Les travaux sont terminés mais des réparations restent à faire	Les travaux sont terminés pour cet ouvrage.	Les travaux d'aménagement extérieur ne sont pas encore terminés	87.1%

En définitive, 45 nouvelles salles de classe en matériaux durables et 60 nouveaux box latrines ont été construits. Pour toutes ces infrastructures, 1.125 bancs pupitres, 45 tables du maître et 45 chaises ont été fournis.



Bloc de 3 classes à Gitaza Bloc de trois classes à Kigozi Equipement mobilier Bloc latrine et rampe (Mutambu) (Mukike) ramped'eau Gitaza

4.2 Résultat 2 : Les communautés accèdent facilement à l'eau potable

Trois activités sur quatre ont été réalisées au cours de l'année 2015.

Activité 1 : Sensibiliser les administratifs à la base et évaluer l'état d'avancement de la mise en place et du fonctionnement des structures locales de gestion des ressources en eau.

L'activité n'a pas eu lieu durant l'année 2015.

En effet, compte tenu du retard affiché par les RCE-asbl dans le processus de leur organisation, la phase préliminaire à la sensibilisation a eu des répercussions sur cette activité. Cette phase correspond à la structuration complète des RCE-asbl déjà agréées par le Ministère de l'intérieur, pour prétendre signer une convention de délégation de pouvoir de gestion des ressources en eau avec les Communes respectives.

Activité 2 : Appuyer la mise en place des structures locales de gestion de l'eau potable (Comités des points d'eau) dans les communes Kabezi, Mutambu, Isare et Mutimbuzi

L'activité a été menée dans les Communes Kabezi, Mutambu, Isare et Mutimbuzi pour lesquelles, des sources d'eau ont été aménagées.

Au total, l'OAP a appuyé la mise en place de 269 comités des points d'eau selon la répartition suivante :

Communes	Infrastructure	Nombre de comités (CPE) mis en place
Kabezi	Source aménagée	1
Mutambu	Source aménagée	109
Isare	Source aménagée	155
Mutimbuzi	Source aménagée	4
TOTAL		269

Activité 3 : Renforcer les capacités des membres des structures locales de gestion des infrastructures d'eau.

Le renforcement des capacités des membres de 268 comités des points d'eau sur les 269 mis en place a été organisé et réalisé. A travers les ateliers organisés dans chaque commune, les thèmes en rapport avec l'importance de l'eau dans la vie ; l'hygiène et l'assainissement ; les techniques d'entretien et de fonctionnement

durable d'un point d'eau ainsi que le nouveau concept d'exploitation – tarification de l'eau en milieu rural, ont été développés.

A la fin de 2015, 10 ateliers de renforcement de capacités, ont été organisés et animés pour 1.345 membres des comités des points d'eau.

La participation à ces ateliers est évaluée à 88.6% des membres dont 47,3% de femmes selon le détail du tableau suivant :

Date	Nom bre de jours	Commune	Lieu	Effecti fatten du	Effectifformé			Participati on (%)
					Hom me	Fem me	Tot al	
13/01	1	Mutambu et Kabezi	Gomv yi	55	27	22	49	89
14 au 16/01	3	Mutambu	Gomv yi	245	102	98	200	82
03 au 04/02	2	Isare	Rushu bi	150	58	47	105	70
18 au 20/02	3	Isare	Rushu bi	225	106	80	186	83
24/03	1	Mutimbuzi	Tenga	20	14	9	23	115
04 au 05/6	2	Isare	Rushu bi	200	103	89	192	95
19/6	1	Mutambu	Gomv yi	100	42	49	91	91
26 au 28/8	3	Mutambu	Gomv yi	150	69	78	147	98
31/8	1	Isare	Rushu bi	70	38	32	70	100
01 au 02/9	2	Isare	Rushu bi	130	68	60	128	98
TOTAL	18	4	3	1.345	627	564	1.191	88,6

Activité 4 : Construire 1 adduction d'eau potable de 22 km de linéaires en commune Kabeziet Mutambu.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet 5260/14, l'activité de construction d'une adduction d'eau potable de Kibuye-Kabezi et l'aménagement de 30 sources d'eau, ont été poursuivies dans les communes Mutambu et Kabezi. Avec comme résultat de faire accéder 700 ménages à l'eau potable et agricole, les actions ci-après ont été menées durant l'année 2015 :

☞ L'acquisition/approvisionnement de matériaux et matériel hydrauliques et de génie-civil.

Dans le respect des procédures d'acquisition, plusieurs matériaux et matériel ont été achetés et approvisionnés sur les sites de mise en place des infrastructures hydrauliques prévues. Il s'agit d'une partie des matériaux, du matériel et des équipements hydrauliques destinés à l'aménagement de 30 sources d'eau et d'une adduction d'eau potable de 22 km.

☞ L'identification des sources d'eau à aménager.

Plusieurs sources d'eau ont été identifiées dans les collines du projet. La priorisation de celles à aménager, sera faite lors d'un atelier de sensibilisation des agri-éleveurs, sur la rationalisation des eaux résiduelles pour l'agriculture et autres activités durant l'année 2016.

☞ L'exécution des travaux d'aménagement de l'adduction d'eau potable (Captage des sources d'eau et aménagement des zones de captage, creusement des tranchées et pose de tuyaux, construction des ouvrages de génie civil : réservoirs, chambres d'équilibre, chambres de purge et de vannes, raccordements des ouvrages et pose des équipements hydrauliques, mise en service, etc...).

✓ *Aménagement de la zone de captage :*

Après les travaux de captage de trois émergences de la source Kibuye, l'aménagement de la zone de captage a été fait. Le fossé de protection des captages contre l'infiltration des eaux de ruissellement a été creusé et est entretenu régulièrement. L'engazonnement des zones de captage et la mise en place de la clôture ont été faits.

✓ Creusement des tranchées pour pose des canalisations (tuyaux) :

- Le creusement des tranchées a été exécuté. Sur un linéaire de 22 km, 11.9 km sont déjà creusés, soit 54% du linéaire du réseau (9.150 km de conduite principale et 2.750 km de conduite de distribution) ;

- Les tuyaux ont été posés et remblayés pour une longueur totale de 7.500 km, soit 34% du linéaire totale (6.000 km de conduite principale et 1.500 km de conduite de distribution).

✓ Construction des ouvrages de génie-civil :

Durant l'année 2015, les ouvrages de Génie-civil ont été également construits.

3 captages d'eau construits et raccordés au réseau

1 chambre de départ « Grand modèle » mixte avec un compartiment réservé aux vannes de régulation du débit d'eau, a été construite

6 chambres de purge déjà construites

1 chambre de ventouse construite

8 Réservoirs de stockage d'eau dont 1 de 10 m³ et 7 de 5 m³ construits

10 bornes fontaines déjà construites

2 Rampes de distribution dont les travaux sont déjà entamés.

✓ Raccordement des ouvrages et mise en service du réseau

Le transport de l'eau se fait au fur et à mesure de l'avancement de l'opération de pose de tuyaux et le raccordement des ouvrages aussitôt après leur construction, se fait concomitamment. Cette stratégie de faire, nous offre un double avantage :

1°. Elle permet de réduire le coût de la main-d'œuvre affectée au poste de puisage de l'eau de gâchis,

2°. Elle nous permet d'anticiper l'approvisionnement des communautés avant la fin des travaux, et d'apprécier leur comportement futur en rapport avec la gestion de l'eau une fois les travaux terminés.

La mise en service du réseau est donc continue suivant l'avancement des travaux



Pose de tuyaux dans la tranchée Borne fontaine mise en et transport d'eau place AEP Kibuye

Activité 5 : Aménager 255 sources dans les communes Kabezi, Mutambu, Mutimbuzi et Isare.

L'activité a été menée dans 4 communes de la province de Bujumbura.

N°	Communes	Nombre de points d'eau aménagés	Nombre de personnes bénéficiaires
1	Kabezi	1	96
2	Mutambu	109	10.309
3	Isare	155	18.776
4	Mutimbuzi	4	365
	TOTAL	269	29.546

Au total, 269 sources ont été captées et aménagées dans 4 communes de la province de Bujumbura.

Ces infrastructures permettent à 29.546 personnes des communautés, d'accéder à l'eau potable à moins de 500 mètres de distance à parcourir.



Sources ammenagées

c.Effets produits à la fin de 2015

Des effets immédiats par rapport aux résultats attendus sont observables.

Par rapport au résultat 1, les infrastructures et leur équipement mobilier sont mis en place pour améliorer les conditions d'étude des enfants :

- Les infrastructures sont plus attrayantes ;
- Les salles de classe convenablement aérées et permettant aux élèves de suivre aisément les leçons ;
- le ratio élève/banc pupitre est amélioré ;
- Le ratio élèves / salle de classe est amélioré ;
- La disponibilité des latrines modernes ;

Au-delà des infrastructures et leur équipement, le projet avait le mérite de viser le renforcement des compétences communales (administrateur, CTD et les services comptables) en matière de gestion transparente des marchés par respect des procédures et une organisation administrative et comptable rationnelle et crédible. Le projet MOC 2014 constitue une référence d'un processus de décentralisation effective des communes.

Par rapport au résultat 2, certains indicateurs montrent déjà des effets immédiats. Il s'agit :

- ***du taux d'accès à l'eau potable et du taux d'utilisation qui ont augmenté :***

Pour l'adduction d'eau potable Kibuye – Kabezi, 10 bornes fontaines installées sur les sous collines dans la Commune Mutambu, permettent déjà aux populations d'accéder à l'eau potable et agricole, tandis que pour les sources aménagées la population des 4 communes desservies accède facilement à l'eau en qualité et en quantité suffisante.

- ***de la distance à la recherche de l'eau qui a diminué :***

Selon les informations recueillies auprès des populations, la distance effectuée à la recherche de l'eau potable a sensiblement diminué. Elle est passée de 5 km pour la plupart, à 500 mètres au maximum, ce qui a permis de gagner du temps pour vaquer à d'autres activités surtout chez les femmes et, pour revoir les leçons à domicile chez les enfants scolarisés et principalement les filles.

- ***de la diminution des maladies d'origine hydrique :***

Selon leurs témoignages, l'ancienne pratique d'utiliser l'eau des marais ou des sources souillées (non aménagées) à la consommation, va être abandonnée ; ce qui aura sûrement dans un moyen terme, un impact sur la prévalence des maladies d'origine hydrique, dans les localités desservies.

- ***de l'utilisation rationnelle des eaux résiduelles :***

Le renforcement des capacités des membres des comités des points d'eau mis en place, commence à éveiller la conscience chez les agri-éleveurs à l'utilisation de l'eau qui coule des robinets et/ou des sources aménagées pour des fins agricoles, soit par irrigation, soit par arrosage.

Actuellement, on peut voir autour des points d'eau, des pépinières aménagées ou l'installation des tuyaux d'arrosage ou des bambous, ou encore des tranchées qui transportent gravitairement de l'eau vers des exploitations agricoles situées à distance par rapport au point d'eau installé

Au point de vue économique, il y a des retombées économiques évidentes liées aux petits emplois temporaires octroyés surtout aux jeunes (filles et garçons) et aux femmes pendant les travaux de construction d'adduction d'eau et des sources aménagées.

D'une part, avec les salaires gagnés pendant les travaux d'adduction d'eau, certains ménages achètent facilement deux à trois chèvres, porcs,... et démarrent ainsi leur petit élevage d'où ils tirent de la fumure organique pour la fertilisation des exploitations agricoles. D'autres parviennent à scolariser les enfants et subvenir à d'autres besoins fondamentaux (soins de santé, alimentation, etc).

D'autre part, l'eau résiduelle qui jaillit des points d'eau est utilisée pour les jardins potagers, l'irrigation de petites exploitations agricoles pendant toutes les saisons, d'où l'augmentation de la production permettant d'accéder à quelques revenus.

I.4. ANIMATION CONSCIENTISANT- ALPHABETISATION & EQUITE GENRE

A. Animation :

- 1048 séances d'animation des associations sur l'organisation et gestion des associations en faveur de 17633 participants dont 5373 hommes et 12369 femmes ont été organisées et animées. Grâce à ce travail de renforcement en organisation et gestion des associations, 13 associations sont devenues solides.
- Dans le cadre de la bonne gouvernance, les animateurs en développement ont participé à 141 différentes réunions que ce soit sur la mobilisation de la femme pour élire et se faire élire, la consolidation de la paix et la sécurité. Parfois les animateurs influencent dans l'organisation de ces réunions, soit ils y participent en tant que citoyen pour aussi influencer les décisions au cours de ces réunions.
- Au point de vue sécurité alimentaire, 183 descentes de suivi - accompagnement des agri-éleveurs modèles partenaires de l'OAP dans la distribution des semences ou du bétail, l'entretien du bétail, le traçage des courbes de niveau, l'installation des pépinières pour des arbres forestiers ou agro-forestiers ont été effectuées.
- 99 descentes de suivi de la gestion et d'entretien des infrastructures communautaires (écoles, adduction d'eau potable). Ces descentes ont été organisées par les animateurs en vue de sensibilisées les bénéficiaires sur l'entretien, la gestion et l'amélioration de l'hygiène chaque fois que de besoin.
- Dans le cadre de l'équité genre, 106 descentes de suivi des activités d'alphabétisation et de poste alphabétisation dans 10 centre d'apprentissage et 49 cercles de lecture ont été effectuées.

Dans le cadre des groupes SILC, les animateurs ont effectué 259 descentes pour suivre les activités des groupes d'épargne et de crédit mutuel (SILC) en faveur de 26 groupes qui englobent 567 membres dont 311 femmes.

Pour ce qui est du crédit, 32 descentes ont été effectuées pour le suivi du remboursement des crédits contractés par des associations ou des agri-éleveurs en tant qu'individus.

Dans le domaine de la santé, cette année 2015, on a enregistré 4 descentes de sensibilisation contre le VIH/SIDA surtout en faveur des jeunes scolarisés. Cette

sensibilisation a été motivée par le phénomène de prostitution qui s'est déclenché dans l'ancienne province de Bujumbura, dans la commune Bugarama ; et aussi le phénomène de grossesse de jeunes filles scolarisés et la polygamie qui ont augmenté d'ampleur surtout dans les communes Mubimbi, Kanyosha et Mukike. 324 jeunes dont 127 filles ont participé à ces réunions de sensibilisation.

b. Alphabétisation et post-alphabétisation

Au cours de l'année 2015, l'activité d'alphabétisation des adultes a été exécutée dans 10 centres des communes Kabezi, Kanyosha, Isare et Mutimbuzi : 286 participants dont 202 femmes ont suivi l'apprentissage sur la lecture, l'écriture et le calcul.

Ils ont appris à lire, écrire et compter et sur un total de 139 participants au test d'évaluation finale (42 hommes et 97 femmes), 121 lauréats (36 hommes et 85 femmes) ont réussi avec succès aux épreuves et n'ont plus besoin de se contenter des autres pour de simples opérations de lecture, addition, soustraction et comptage. Pour cet effet, ils vont obtenir des certificats.



Séance d'alphabétisation des adultes à Kirekura

- Des activités de post alphabétisation ont été organisées dans 49 cercles de lecture en faveur de 902 néo alphabètes (96 hommes et 806 femmes) qui ont suivi des séances d'animation dans ces centres pour que les néo alphabètes renforcent leurs acquis. A cet effet, 24 groupements ont vu le jour au cours de 2015. Les membres de ces groupements ont initié des activités génératrices de revenus pour leur auto promotion. Ces associations ont bénéficié des séances d'animation

sur l'auto promotion durable ; 32 séances d'auto promotion durable ont été organisées en faveur des membres de ces groupements de néo alphabètes.

c. Scolarisation des enfants vulnérables

Durant l'année scolaire 2014-2015, OAP a appuyé la scolarisation de 19 enfants vulnérables de l'enseignement primaire et secondaire. L'appui concerne le matériel scolaire et les frais de minerval

III. CONTRAINTES RENCONTREES ET DEFIS A LEVER.

II.1. SECURITE ALIMENTAIRE

Résultats attendus	Difficultés rencontrées
<p>Résultat.1. 3.721 familles agricoles ont renforcé leur sécurité alimentaire en augmentant leur production et les revenus qu'elles en tirent grâce à l'approche agro-écologique.</p>	<p>L'inaccessibilité de certaines localités et la dispersion des associations et agri-éleveurs appuyés rendent difficile le travail de suivi/accompagnement.</p> <p>Les moyens de production propres et ceux mis à disposition des agri-éleveurs sont très limités pour servir de base de changements (impacts) rapides escomptés en vue d'influencer les autres producteurs.</p> <p>La rareté des infrastructures agricoles (unités de transformation, sources d'électricité.) et de communication (pistes et routes) favorables à la valorisation des productions.</p> <p>Les marchés non rémunérateurs qui démobilisent et freinent la mobilisation des revenus nécessaires pour l'amélioration de la production et l'autopromotion des agri-éleveurs.</p>
<p>Résultat 2. 3.721 membres des organisations de base ont contribué à une amélioration de l'environnement à travers une approche agro-écologique.</p>	<p>La participation passive de l'administration et les services techniques agricoles et environnementaux locaux à la mobilisation et encouragement des populations pour le reboisement, la protection des bassins versants et des exploitations agricoles contre l'érosion et la déforestation.</p> <p>Faible sensibilité des populations à l'importance et la nécessité de protection de l'environnement en général et des exploitations agricoles en particulier, d'où la faible adhésion aux activités de reboisement, de mise en place des dispositifs de conservation des sols.</p>
<p>Résultat 3. 15 organisations de base paysannes et autres ont consolidé leur rôle au sein de la société civile locale et nationale en matière de défense du droit à la souveraineté alimentaire.</p>	<p>L'incompréhension entre les pouvoirs publics et les organisations de la société civile sur le rôle que ces dernières doivent jouer pour appuyer et accompagner les populations à la défense de leurs droits socio-économiques et politiques.</p>
<p>Résultat 4. Des synergies entre</p>	<p>Difficulté de synchronisation de la planification</p>

<p>les partenaires sont opérationnelles autour des actions de plaidoyer et du renforcement des capacités.</p>	<p>d'activités pour pouvoir organiser et animer des campagnes de plaidoyer bien préparées en périodes favorables.</p>
--	---

II.2. ACCES AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

La mise en œuvre du plan annuel 2015 s'est heurtée à un certain nombre de contraintes.

Au niveau du Résultat 1, les infrastructures et leur équipement mobilier n'ont pas été disponibles à temps pour cause des contraintes ci-après :

- Par référence aux différents niveaux de supervision et de contrôle prévus par le projet MOC 2014, l'OAP asbl en tant qu'Agence d'appui à la Maîtrise d'Ouvrage Communal (AMOC), a eu l'impression de conflits de responsabilités. Des fois, le maître d'Ouvrage, le maître d'œuvre et l'entreprise se complaisaient pour passer outre les prescriptions techniques et les obligations sans que l'AMOC puisse les arrêter par manque de prérogatives d'agir. Quant au BISEM, le seul moyen de réagir était des lettres de mise en garde et recommandations au maître d'ouvrage souvent sans effet.
- Les communes manquaient cruellement des moyens financiers de mise en œuvre du projet, raisons pour lesquelles, les sous-commissions communales de suivi des travaux se rendaient très rarement sur les chantiers et l'incapacité de multiplication des documents relatives aux marchés etc.
- Le plan de décaissement des fonds en tranches ne permettait pas de payer régulièrement les entreprises, les maîtres d'œuvre et les fournisseurs, ce qui perturbait les travaux étant donné que les entreprises ne justifiaient pas réellement de capacités financières suffisantes comme annoncé dans leurs offres.

Au niveau du Résultat 2, le niveau actuel d'organisation des RCE-asbl en tant que structures communales chargées de la gestion de l'eau ne leur permet pas encore de signer avec les communes respectives, les conventions de délégation de pouvoir de gestion de l'eau pour les infrastructures déjà fonctionnelles. Ainsi, on observe déjà des phénomènes qui risquent de compromettre la durabilité des infrastructures hydrauliques mises en place :

- Absence de suivi et du contrôle des comités mis en place,
- Exploitation anarchique et non planifiée des ressources en eau (branchements clandestins et anarchiques, vandalisme, etc...),
- Absence de planifications annuelles des RCE-asbl (plans d'actions, calendriers, budgets, ...),
- Inefficacité et / ou incompétence des fontainiers locaux,
- Manque d'entretien et de maintenance des infrastructures et des équipements hydrauliques,
- Impossibilité de collecter les redevances de consommation et d'utilisation de l'eau,
- L'exploitation agricole des zones de protection de l'eau des sources aménagées et captées et la destruction des clôtures (liées à l'exigüité des terres cultivables)

III. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Les réalisations de l'année transitoire 2015 entre l'ancien plan stratégique « 2012-2014 » et le nouveau plan « 2016-2018 » sont la suite des activités de ce 1^{er} plan. Elles enregistrent un bilan positif vis-à-vis de l'atteinte des résultats et l'entraînement des effets immédiats dans un court terme. Toutefois, la durabilité des actions et l'évaluation des impacts au moyen et long terme restent mises en cause pour des raisons identifiées au point IV du présent rapport. En l'occurrence, des actions spécifiques allant dans le sens d'atténuation des risques identifiées doivent être menées pour garantir le fonctionnement et la durabilité des acquis.

Par rapport aux leçons apprises, les suggestions suivantes sont exploitables dans la mise en œuvre des actions de la planification stratégique 2016-2018 :

Résultat 1 : Les conditions d'apprentissage dans les écoles sont améliorées

- Au cas où l'OAP asbl poursuivrait le partenariat avec le Ministère ayant l'éducation dans ses attributions pour les prochaines phases du projet MOC en tant qu'AMOC, elle jouerait le rôle de maîtrise d'œuvre et de renforcement des compétences du maître d'Ouvrage. En cas de présence du maître d'œuvre autre que l'OAP asbl, cette dernière devrait avoir le droit de consignataire sur les factures et les ordres de virement.
- Pour les prochaines planifications budgétaires MOC, il faudrait prévoir des frais de gestion du projet pour les communes en vue de faciliter le processus de passation de marchés et le suivi des travaux.
- Pour les prochaines occasions MOC, il faudrait une première tranche plus élevée (plus de 50%) pour éviter des problèmes de paiement des factures aux entreprises.

Résultat 2 : Les communautés accèdent facilement à l'eau potable

Parallèlement à l'appui aux communautés dans la mise en place des infrastructures hydrauliques, poursuivre le renforcement des capacités des RCE-asbl déjà agréées par le Ministère, pour qu'elles soient effectivement organisées et autonomes.

Pour mémoire, les critères ci-dessous doivent être remplis par toute RCE-asbl pour prétendre postuler auprès de la Commune, à la signature d'une convention de pouvoir de gestion de l'eau pour les infrastructures fonctionnelles dans cette Commune :

- L'existence et le fonctionnement des organes statutaires de l'association,

- L'existence et le respect du règlement d'ordre intérieur de l'association
- L'existence d'un plan d'actions annuel budgétisé,
- L'existence d'un inventaire des points d'eau fonctionnels et non fonctionnels de la Commune
- Les documents prouvant le fonctionnement de l'association (PV de réunions, Registres, fiches de suivi des redevances, fiches de Budget en recettes et en dépenses,...)
- L'ouverture d'un compte bancaire auprès d'une institution bancaire agréée,
- L'existence des outils de gestion (livre de banque, livre de caisse, carnet de reçu, carnet de chèques,...)

